



COMPTES CONSOLIDÉS

Note 1 : Description de l'activité

Depuis plus de 50 ans, le Groupe DLM a su s'imposer en tant que leader de la construction métallique. Impliqué dans les grands projets au Maroc et sur le reste de l'Afrique, DLM a gagné la confiance des plus grands industriels des secteurs bâtiments, cimenterie, chimie et énergie. Via sa filiale maintenance, DLM accompagne également ses clients tout au long du cycle de vie de leur outil de production. Ces dernières années, le Groupe DLM a accentué son développement à l'international par l'acquisition de filiales en Afrique de l'Ouest : GeCo en Côte d'Ivoire, DLM Sénégal à Dakar, DLM GE en Guinée Equatoriale, et enfin LemCo au Congo Brazzaville. DLM est cotée à la Bourse de Casablanca depuis 2008.

Note 2 : Règles et méthodes comptables A/ Référentiel comptable

Les comptes consolidés ont été établis en application de l'avis n°5 du Conseil National de la Comptabilité (CNC) du 26 mai 2005 et conformément aux dispositions de la circulaire du Conseil Déontologique des Valeurs Mobilières (CDVM) entrée en vigueur le 1^{er} avril 2012.

B/ Modalités de consolidation

1-Méthodes de consolidation

Les méthodes de consolidation appliquées dépendent du type de contrôle liant l'entreprise concernée à la maison-mère :

• Intégration globale (IG) :

Cette méthode est appliquée lorsque le Groupe détient un contrôle exclusif sur sa filiale. Le contrôle exclusif est le pouvoir de diriger les politiques financière et opérationnelle d'une entreprise afin de tirer avantage de ses activités. La méthode de l'intégration globale permet de répartir le résultat et les capitaux propres entre les intérêts du Groupe et les intérêts hors Groupe (intérêts minoritaires).

• Intégration proportionnelle (IP) :

Cette méthode s'applique aux entreprises soumises au contrôle conjoint. Le contrôle conjoint est le partage du contrôle d'une entreprise exploitée en commun par un nombre limité d'actionnaires, de sorte que les politiques financière et opérationnelle résultent de leur accord. La méthode de l'intégration proportionnelle consiste à intégrer uniquement les pourcentages d'actifs, de passifs, de charges et de produits revenant aux seuls intérêts du Groupe.

• Mise en équivalence (ME) :

Cette méthode s'applique aux entreprises sur lesquelles le Groupe a une influence notable. L'influence notable est le pouvoir de participer aux politiques financière et opérationnelle d'une entreprise sans en détenir le contrôle. La méthode de la mise en équivalence consiste à valoriser les titres de participation de l'entreprise consolidée en fonction des capitaux propres de celle-ci, la quote-part de résultat de la filiale étant prise en compte dans le résultat consolidé.

Le groupe DLM désigne la société mère DLM Delattre Levivier Maroc SA et ses filiales. La liste des principales filiales du groupe est présentée à la note 3 «Informations relatives au périmètre de consolidation au 30 juin 2014».

Le périmètre de consolidation de DLM est composé des sociétés contrôlées exclusivement - c'est-à-dire dans lesquelles DLM a le pouvoir de diriger les politiques financière et opérationnelle afin d'obtenir des avantages de leurs activités - ainsi la seule méthode de consolidation appliquée par le groupe est la méthode d'intégration globale.

2-Evaluation de l'écart d'acquisition

Les écarts d'acquisition représentent la différence entre le prix d'acquisition des titres des sociétés consolidées et la part du Groupe dans leur actif net à la date des prises de participations après comptabilisation des éventuelles plus ou moins values latentes sur actifs identifiables. Lorsqu'ils sont positifs, ces écarts sont inscrits à l'actif du bilan consolidé sous la rubrique « écarts d'acquisition » et amortis sur une durée qui doit refléter aussi raisonnablement que possible les hypothèses retenues et les objectifs fixés et documentés lors de l'acquisition.

3-Conversion des états financiers des filiales étrangères

La monnaie fonctionnelle d'une entité est la monnaie de l'environnement économique dans lequel cette entité opère principalement. Le Dirham est la monnaie de fonctionnement du Groupe. Ainsi, les comptes des filiales installées à l'étranger ont été convertis en MAD, la monnaie de présentation des états de synthèse consolidés.

4-Comptes et opérations réciproques

Toutes les transactions intragroupes, ainsi que les actifs et passifs réciproques entre les sociétés consolidées par intégration globale sont éliminés. Il en est de même pour les résultats internes au groupe (dividendes, plus-values...).

Les soldes bilanciaux, les produits et les charges résultant des transactions intragroupe sont éliminés lors de la préparation des états financiers consolidés.

C/ Règles et méthodes d'évaluation

Les principales méthodes d'évaluation utilisées sont les suivantes :

Les règles d'évaluation prévalant à l'établissement des comptes consolidés sont les mêmes que celles appliquées pour les comptes annuels individuels et édictées par le Code Général de la Normalisation Comptable [C.G.N.C.].

Immobilisations incorporelles et corporelles

Les immobilisations corporelles et incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition (prix d'achat et frais accessoires) ou à leur coût de production. Ce coût comprend les frais directement attribuables au transfert de l'actif jusqu'à son lieu d'exploitation et à la mise en état pour permettre son exploitation de la manière prévue par le Groupe DLM.

Les immobilisations incorporelles comprennent essentiellement des brevets et marques amortis sur 10 ans selon le mode linéaire.

Comptes	Taux	Mode
Immobilisation en recherche et développement	NA	NA
Brevets et Marques	10 %	L
Fonds commercial	NA	NA
Autres immobilisations incorporelles	NA	NA

Les immobilisations corporelles sont enregistrées à leur coût d'acquisition pour les éléments acquis à titre onéreux, à leur coût de production pour les immobilisations produites par l'entreprise pour elle-même, et au prix du marché pour celles acquises à titre gratuit.

Le coût d'acquisition est égal au prix d'achat majoré des frais correspondant à la mise en état d'utilisation de l'immobilisation. Ces frais concernent principalement les frais de transport, d'assurance, de transit, d'entrepôt, d'installation, de montage et les droits de douane. La valeur d'acquisition des immobilisations payable en monnaies étrangères est convertie en Dirhams au cours de change exprimé à la date de comptabilisation. L'amortissement des immobilisations corporelles est calculé sur la valeur d'origine du bien dès la réception conforme de l'immobilisation concernée dans la limite des taux et durées indiqués par l'Administration Fiscale et admis par l'usage de la profession. La méthode retenue est celle des amortissements linéaires. Le Groupe vérifie lors de chaque arrêté de comptes que les durées d'amortissements retenues sont toujours conformes aux durées d'utilisation. A défaut, les ajustements nécessaires sont effectués.

Comptes	Taux	Mode
Terrains	NA	L
Constructions	5 % et 10 %	L
Installations techniques, matériel et outillage	10 % et 33 %	L
Matériel de transport	25 %	L
Matériel et Mobilier de bureau	10 % à 15 %	L
Matériel informatique	10 %	L
Autres immobilisations corporelles	N/A	N/A

Les contrats de crédit-bail relatifs aux biens mobiliers sont retraités dans les comptes consolidés. Les biens sont enregistrés en immobilisations à l'actif du bilan à la valeur stipulée au contrat avec, pour contrepartie, l'enregistrement de la dette au passif du bilan.

Immobilisations financières

A la date de clôture des comptes, la valeur des titres de participation dans les sociétés non consolidées est évaluée à la plus faible valeur entre la valeur d'entrée dans le patrimoine et leur valeur recouvrable (évaluée au cours moyen de l'action relatif au dernier mois de clôture pour les sociétés cotées en bourse et à la valeur mathématique résultant de la situation nette pour les autres sociétés).

Une provision pour dépréciation est constituée, le cas échéant, après analyse, au cas par cas, des situations financières des sociétés non consolidées.

Stocks

Les stocks des matières première sont évalués au coût d'achat et suivant la méthode du coût moyen pondéré.

Les stocks et travaux en cours sont évalués au coût de revient sans que celui-ci puisse excéder la valeur nette de réalisation.

Créances de l'actif circulant

Les créances libellées en monnaies étrangères sont converties et comptabilisées en Dirham à la date de facturation. Lors de l'encaissement de ces créances, les écarts constatés en Dirham par rapport aux valeurs d'entrée, en raison de la variation des cours de change, constituent des pertes ou des gains de change définitifs à inscrire dans les charges ou produits financiers de l'exercice correspondant.

A la clôture de l'exercice, les créances exprimées en devises converties en Dirham. Les différences de change constatées sont inscrites, le cas échéant, provisoirement aux comptes d'écarts de conversion - Actif ou Passif.

Impôts différés

Les impositions différées résultent de la neutralisation des différences temporaires introduites par les règles fiscales et des retraitements de consolidation qui ont une incidence sur la base taxable. Les actifs et passifs d'impôt différé sont évalués aux taux dont l'application est attendue sur l'exercice en cours duquel l'actif sera réalisé ou le passif réglé.

Tresorerie

La trésorerie comprend les disponibilités et l'encours du crédit relais dans le cadre de la convention de financement Crédit Moyen Terme conclue avec ATTIJARI WAFABANQUE et SOCIETE GENERALE.

Résultat par action

Le Groupe DLM présente un résultat par action. Le résultat net par action est obtenu en divisant le résultat net (part du Groupe) par le nombre moyen pondéré d'actions ordinaires en circulation au cours de l'exercice.

Note 3 : Informations relatives au périmètre de consolidation

Le périmètre de consolidation comprend la société mère DLM SA et ses filiales :

Entité	Méthode de consolidation	Exercice		Exercice précédent	
		% de contrôle	% d'intérêt	% de contrôle	% d'intérêt
DLM MAROC Société mère	globale (IG)	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %
DLM SENEGAL	globale (IG)	100,0 %	100,0 %	100,0 %	100,0 %
Delattre Générale de Mécanique	globale (IG)	50,1 %	50,1 %	50,1 %	50,1 %
TMM	globale (IG)	50,1 %	50,1 %	-	-
GEMA CONSTRUCTION	globale (IG)	51,0 %	51,0 %	-	-
LEMCO	globale (IG)	51,0 %	51,0 %	-	-

DLM SENEGAL : DLM Sénégal, filiale créée par DLM afin d'accompagner son plan stratégique visant le développement de son activité sur le continent africain.

DGM : Créée en 2001 à l'initiative de Delattre Levivier Maroc et de la Société Générale de Mécanique, DGM (Delattre Générale de Mécanique) est une société basée à Jorf Lasfar spécialisée dans la maintenance industrielle. DGM a été rachetée par le Groupe DLM en juin 2012 via une prise de participation majoritaire de 50,1 %.

GEMA : GEMA CONSTRUCT (GECO), filiale de DLM en Côte d'Ivoire est le fruit d'une acquisition majoritaire à 51 %. Basée au cœur d'Abidjan, la société GEMA CONSTRUCT (GECO), est un acteur majeur sur le marché de la construction métallique et ensembles industriels clé en main dans la région. GECO est également présente de façon permanente au Congo Brazzaville sur les marchés Oil & Gaz.

TMM : La société TMM est née de l'alliance entre le groupe DLM et le groupe espagnol d'ingénierie Top Management qui opère sur le segment des bâtiments industriels. TMM pour Top management Maroc est présentée comme intégrateur de solutions techniques dans le consulting, la maîtrise d'œuvre et l'assistance à maîtrise d'ouvrage.

LEMCO : LEMCO a été créée en 2013 par GEMA pour suivre les marchés de pétrole et de Gaz au Congo Brazzaville. LEMCO est basée à Pointe Noire.



RÉSULTATS CONSOLIDÉS AU 30-06-2015

SITUATION ACTIF	JUIN 2015	DÉC. 2014
Goodwill net	15 460 414	17 803 776
Immobilisations incorporelles	1 424 529	1 530 205
Immobilisations corporelles	320 267 978	315 077 171
Immobilisations financières	4 800 205	3 439 237
Impôts différés actifs	2 209 419	1 878 290
Total Actif immobilisé	344 162 544	339 728 679
Stocks	996 355 479	973 016 008
Fournis, débiteurs, avances et acomptes	13 042 346	2 615 013
Clients et comptes rattachés	424 267 853	337 692 662
Personnel	2 121 666	3 084 961
Etat	45 730 168	43 445 908
Autres débiteurs	41 068 412	37 351 943
Total Actif circulant	1 522 585 924	1 397 206 495
Trésorerie - Actif	47 192 735	49 944 881
Total Trésorerie Actif	47 192 735	49 944 881
Total Actif	1 913 941 203	1 786 880 054

SITUATION PASSIF	JUIN 2015	DÉC. 2014
Capital social ou personnel	125 000 000	125 000 000
Primes d'émission, de fusion, d'apport	16 125 000	16 125 000
Réserves consolidées	85 394 501	81 030 802
Résultat net de l'exercice	5 405 410	13 927 966
Total des capitaux propres (party du groupe)	231 924 911	236 083 768
Reserves part des minoritaires	17 275 604	14 293 156
Résultat part des minoritaires	1 325 104	3 920 945
Minoritaires	18 600 708	18 214 101
Capitaux propres de l'ensemble consolidés	250 525 619	254 297 869
Dettes de financement	141 082 369	131 613 150
Provisions durables pour risques et charges	746 426	746 426
Total Financement Permanent	392 354 414	386 657 445
Dettes du passif circulant	1 029 576 565	1 062 262 399
Fournisseurs et comptes rattachés	268 731 932	341 543 625
Clients créditeurs, avances et acomptes	637 118 687	609 186 318
Personnel	1 707 286	824 668
Organismes sociaux	9 573 949	8 553 140
Etat créditeur	86 702 416	66 241 712
Autres créditeurs	25 742 294	35 912 936
Autres provisions pour risques et charges	0	0
Total Passif circulant	1 029 576 565	1 062 262 399
Trésorerie passif	492 010 224	337 960 212
TRESORERIE - PASSIF	492 010 224	337 960 212
Total Passif	1 913 941 203	1 786 880 056

RÉSULTATS	JUIN 2015	JUIN 2014
Chiffres d'affaires	359 086 318	238 548 769
Variation des stocks de produits	4 834 225	170 638 653
Immob. prod. Par l'entreprise pour elle-même	-	-
Autres produits d'exploitation	130 554	143 096
Reprises d'exploitation & transfert de charges	-	12 939
PRODUITS D'EXPLOITATION	364 051 096	409 343 457
Achats revendus de marchandises	-	-
Achats consommés de matières et fournitures	112 269 640	180 949 277
Autres charges externes	117 058 188	98 698 807
Impôts & taxes	1 377 541	733 488
Charges de personnel	80 637 939	77 966 171
Autres charges d'exploitation	500 000	500 000
Dotations d'exploitation	21 597 709	17 418 288
CHARGES D'EXPLOITATION	333 441 017	376 266 032
RESULTAT D'EXPLOITATION	30 610 080	33 077 425
RESULTAT FINANCIER	-19 055 469	-14 448 649
RESULTAT COURANT	11 554 610	18 628 776
RESULTAT NON COURANT	282 648	-898 194
RESULTAT AVANT IMPOTS	11 837 258	17 730 582
Impôt sur les résultats	-3 935 062	-3 957 080
Dotations GOODWILL	-1 171 681	-1 171 681
RESULTAT DE L'ENSEMBLE CONSOLIDE	6 730 515	12 601 821
Résultat net part du groupe	6 315 996	10 438 021
Résultat net part des minoritaires	414 519	2 163 800
Nombre d'actions en circulation	1 250 000	1 250 000
Résultat net par action	5,1	8,4

47, rue Mohammed VI
30 000 Casablanca
Maroc

89, rue Chaux
Casablanca

Aux Actionnaires
DELATRE LEVIVIER MAROC

**ATTESTATION D'EXAMEN LIMITE DE LA SITUATION
INTERMEDIAIRE CONSOLIDEE
DU GROUPE DELATRE LEVIVIER MAROC
PERIODE DU 1^{ER} JANVIER AU 30 JUIN 2015**

Nous avons procédé à un examen limité de la situation intermédiaire des comptes consolidés du Groupe DELATRE LEVIVIER MAROC comprenant le Bilan consolidé et le Compte de résultat consolidé, le périmètre de consolidation ainsi qu'une sélection de notes annexes au terme de la période du 1er janvier au 30 juin 2015. Cette situation intermédiaire fait ressortir un montant de capitaux propres consolidés totalisant KMAD 250.526 dont un bénéfice net consolidé de KMAD 6.731.

Nous avons effectué notre mission selon les normes de la profession au Maroc relatives aux missions d'examen limité. Ces normes requièrent que l'examen limité soit planifié et réalisé en vue d'obtenir une assurance modérée que la situation intermédiaire du bilan consolidé, du compte de résultat consolidé, du périmètre de consolidation ne comporte pas d'anomalie significative. Un examen limité comporte essentiellement des entretiens avec le personnel de la société et des vérifications analytiques appliquées aux données financières ; il fournit donc un niveau d'assurance moins élevé qu'un audit. Nous n'avons pas effectué un audit et, en conséquence, nous n'exprimons donc pas d'opinion d'audit.

La Société GEMA Construct fait l'objet, au cours de l'exercice, d'un contrôle fiscal au titre des exercices 2012 à 2014 et d'un contrôle de l'administration des douanes. A ce stade, nous ne sommes pas en mesure ni de déterminer l'issue finale de ces contrôles, ni d'apprécier leurs impacts sur les comptes au 30 juin 2015.

Sur la base de notre examen limité et sous réserve de l'incidence de la situation décrite au paragraphe ci-dessus, nous n'avons pas relevé de faits qui nous laissent penser que les états consolidés, ci-joints, ne donnent pas une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine du Groupe DLM au 30 juin 2015, conformément aux normes nationales en vigueur.

Casablanca, le 28 septembre 2015

Les Commissaires aux Comptes

Faïçal MEKOUAR
Associé

Mohamed TOUHLALI
Associé